

LE GÉNOCIDE AU RWANDA ET LA PRESSE FRANCOPHONE BELGE DE RÉFÉRENCE : RENCONTRE D'UN PAYS MEURTRI AVEC UN MÉDIA TÂTONNANT

Emmanuel Freson¹

Dans le monde de l'information, les grandes catastrophes ainsi que les crises ont souvent été l'occasion pour les médias de mettre à l'épreuve leur capacité à réagir rapidement, par rapport à une actualité imprévue, inattendue. Lorsqu'on se penche sur la substance même du mot « crise », on peut remarquer que celui-ci revêt cet aspect brutal, soudain, du phénomène observé. Les recherches que j'ai menées ont été l'occasion de mettre en lumière la façon dont la presse quotidienne (Le Soir et La Libre Belgique) et hebdomadaire (Le Vif/L'Express) dite « de référence », a abordé une crise majeure comme les événements d'avril 1994 au Rwanda, qualifiés par la suite de « génocide des Tutsis », et a tenté de le raconter à ses lecteurs. Les récits constitués par chaque organe de presse arborent tous un nombre important de points communs, mais ne sont pas exempts de particularités. La constitution du récit ainsi que la position prise et la désignation du héros sont trois aspects qui m'ont permis de conclure à une tendance des médias au tâtonnement. Aucune des trois rédactions étudiées n'échappe à la règle, même si ce phénomène se marque différemment chez chacune

¹ Emmanuel Freson est licencié en information et communication UCL.

Recherches en communication, n° 25 (2006).

d'elles. Outre cette tendance, le dernier point de mon analyse contitue tout d'abord une réflexion sur l'influence de l'idéologie d'un journal sur un journaliste en temps de crise et d'autre part un éclairage sur les mécanismes de complémentarité et de concurrence entre les médias qui contribuent non pas à la désagrégation de la qualité de l'information, mais d'une plus grande complétude dans le traitement du dossier au bénéfice des lecteurs.

Mise en contexte : déclenchement du génocide

6 avril 1994. Juvénal Habyarimana, le président rwandais est victime d'un attentat. L'avion qui le rapatriait de Dar es-salam vers Kigali, la capitale du Rwanda, est atteint par un missile sol-air SAM7. Celui-ci s'était rendu en Tanzanie pour une conférence sur l'avenir du Rwanda. A l'issue de la réunion, Habyarimana avait finalement accepté un gouvernement de transition. En août 1993, il avait paraphé les accords d'Arusha en déclarant par la suite que ceux-ci étaient un « chiffon de papier¹ ». Sa politique a été sans cesse de retarder le processus engagé à Arusha. Les accords prévoyaient une intégration du FPR (Front Patriotique Rwandais) - une guérilla composée de Tutsis réfugiés en Ouganda après la révolution de 1959 et rejoints par des réfugiés burundais et zaïrois - au sein du gouvernement de transition ainsi que dans l'armée rwandaise. Le président refusait de négocier avec le FPR qui réclamait d'une part, le droit au retour des réfugiés Tutsis, ainsi que sa participation au pouvoir. Un pouvoir dont ils avaient été évincés en 1959, après le renversement de la monarchie Tutsie par les Hutus, le groupe ethnique majoritaire. La figure de proue de cette révolution hutue était Grégoire Kayibanda, devenu président du Rwanda par la suite. En 1973, ce dernier fut renversé par Juvénal Habyarimana au cours d'un putsch militaire.

L'assassinat du président n'est pas resté sans conséquence pour la stabilité du pays.

Le pouvoir en place à Kigali a immédiatement rejeté la responsabilité de l'attentat sur le FPR. La garde présidentielle a alors commencé à assassiner les membres de l'opposition démocratique hutue (accusés de soutenir le FPR) ainsi que les opposants Tutsis. Des assassinats qui vont

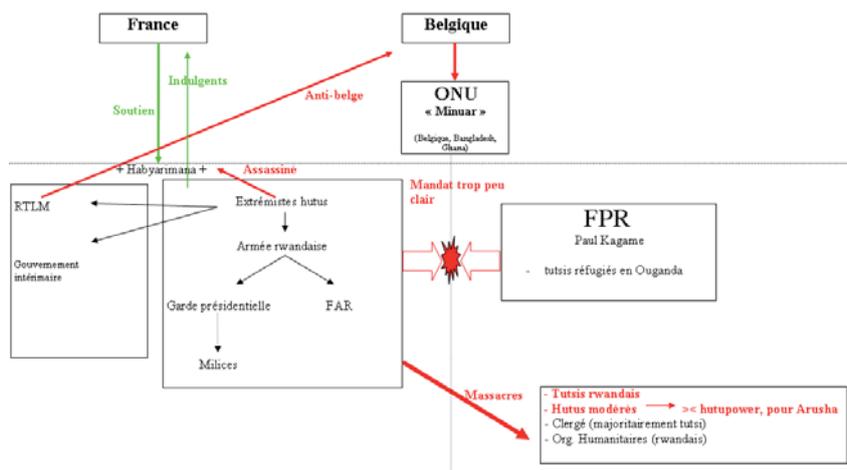
1 Des Forges, Alison, *Aucun témoin ne doit survivre*, Ed. Karthala, Paris, 1999, pp. 117 - 118

déboucher sur une explosion de violence et de massacres, qui déboucheront sur un génocide.

Le récit médiatique : narration comparée

La Libre Belgique, Le Soir et Le Vif/L'Express sont les trois entités médiatiques qui ont fait l'objet de mon étude. S'il m'a été possible de souligner les divergences, j'ai pu également repérer les idées communes à ces trois journaux dits de « référence ».

Voici un schéma représentant l'ensemble des actants ainsi que les rapports de force qui les lient entre eux. Il est le résultat d'une synthèse des trois récits prodigués par chaque organe de presse et nous éclaire sur la manière dont les rédactions ont tenté de raconter les événements d'avril 1994 à leurs lecteurs.



Ce schéma fonctionne de manière bipolaire. Dans le conflit rwandais, deux parties s'affrontent : le clan des extrémistes Hutus et le Front Patriotique Rwandais.

Les extrémistes Hutus au pouvoir à Kigali depuis l'assassinat d'Habyarimana ont la main mise sur l'ensemble de l'armée rwandaise. Celle-ci se compose de deux entités bien distinctes: la garde présidentielle, l'élite de l'armée proche du président défunt, et l'armée régu-

lière : les FAR. Dans le lancement des massacres, la garde présidentielle a pu compter sur le soutien des milices armées.

Autre organe subordonnée au pouvoir, la radio-télévision des Mille Collines. Celle-ci subsiste grâce au financement de l'entourage du président et constitue un véritable instrument de propagande anti-Tutsi et anti-belge.

Peu après l'assassinat du président, les Hutus au pouvoir se sont assurés une couverture politique en nommant un gouvernement intérimaire. Celui-ci ne dispose d'aucune légitimité : il ne respecte en aucun cas les accords d'Arusha qui prévoyaient un gouvernement de transition à base étendue, où le FPR ainsi que l'opposition hutue devaient être représentés. Ce gouvernement est composé uniquement de politiciens de la tendance « hutupower », qui s'opposait à la réalisation des accords d'Arusha.

Suite à l'attentat commis contre le président, la garde présidentielle épaulée par les milices armées a commencé à perpétrer des massacres au sein de l'opposition hutue, mais également contre les Tutsis. Sont également visés le clergé rwandais ainsi que les membres Rwandais des ONG.

Conséquence directe : le FPR, guérilla à majorité tutsie, lance une offensive depuis l'Ouganda afin de « rétablir l'ordre ». Le Front Patriotique est dirigé par Paul Kagame, ex-responsable des services secrets ougandais.

Dès le début des heurts, la Minuar (Mission des Nations unies d'Assistance au Rwanda) s'est trouvée coincée entre deux feux. Celle-ci avait été déployée avec comme mission de faire respecter les accords d'Arusha signés en août 1993. Les conditions d'utilisation de leurs armes n'étaient plus adaptées à la situation sur le terrain. Les casques bleus ont d'ailleurs payé le prix fort : dix bérets bleus belges ont perdu la vie, assassinés sommairement par la garde présidentielle au lendemain de la mort d'Habyarimana.

Ces assassinats ont soulevé de multiples réactions au sein du gouvernement belge, à la tête duquel se trouvait à l'époque Jean-Luc Dehaene (CVP). Willy Claës (SPA), ministre des affaires étrangères a d'ailleurs milité au sein du conseil de sécurité afin d'élargir un mandat qu'il estimait inadapté et trop peu clair. Suite à l'inertie du conseil de sécurité et à son refus d'élargir la nature du mandat, la Belgique se retire de la Minuar.

Les opérations de rapatriement ont commencé dès l'annonce du début des massacres. Deux pays sont principalement représentés : la

Belgique et la France. Les militaires français sont les premiers sur le terrain : le gouvernement avait dépêché un bataillon caserné en Centrafrique. Les expatriés français seront donc évacués les premiers par la voie des airs depuis l'aéroport Kayibanda de Kigali. Les Belges ont ensuite pu être évacués vers Bruxelles, après l'envoi d'un contingent de paras commandos sur le terrain.

Au fil des jours, l'évacuation se faisait de plus en plus pressante : les Belges étaient en effet victimes d'une propagande à leur encontre, fomentée par les extrémistes Hutus, par l'intermédiaire de la radio des Mille Collines. Les Français n'étaient par contre nullement inquiétés. Comment expliquer une telle différence de traitement ? Les rédactions sont unanimes sur ce point : ce phénomène est le fruit de deux politiques opposées au Rwanda. La France a toujours soutenu le régime de Juvénal Habyarimana, particulièrement sous l'ère Mitterrand. En octobre 1990, date de l'offensive du FPR depuis l'Ouganda, la France et la Belgique envoient des soldats afin d'évacuer leurs ressortissants. Les soldats belges quittent immédiatement le pays une fois les opérations d'évacuation terminées. Les soldats français restent quant à eux aux côtés du président Habyarimana et s'occupent entre autres de la formation de la garde présidentielle. Le retrait des soldats belges a été interprété par les extrémistes Hutus comme un soutien implicite au FPR alors qu'il relevait de la position de neutralité qu'a voulu adopter la Belgique au Rwanda. Rappelons que la Belgique est l'ancienne puissance mandataire au pays des Mille Collines. Jusqu'en 1990, elle a soutenu le régime dictatorial d'Habyarimana. Par après, soucieuse du développement démocratique du pays, elle a décidé de favoriser la réalisation des accords d'Arusha, partageant le pouvoir entre les différents acteurs politiques rwandais (Habyarimana – Opposition hutue – FPR).

La Libre Belgique et ses particularités

Le récit

L'hypothèse régionaliste

Contrairement aux deux autres journaux qui soutiennent que les massacres relevaient d'une double logique, *La Libre Belgique*, défend la logique triple. Comme *Le Vif* et *Le Soir*, elle soutient la thèse de massacres relevant d'une logique ethnique dans la mesure où les Tutsis font partie des cibles privilégiées des tueurs. Autre similitude, les

massacres relèvent également selon *La Libre* d'une logique politique. La chasse aux Hutus modérés, favorables aux accords d'Arusha - et donc au partage du pouvoir avec le FPR - en est la preuve. Outre un nettoyage ethnique s'est produit un nettoyage au sein de l'opposition rwandaise.

Là où la rédaction se détache des autres, c'est dans l'énonciation d'une troisième hypothèse. Pour les journalistes de *La Libre Belgique*, les tueurs agissent également selon une logique régionaliste. Au sein de l'ethnie hutue, existe une ségrégation entre Hutus du Nord et Hutus du Sud. Habyarimana étant du Nord du pays, les Hutus du Nord ont bénéficié d'un traitement de faveur : les Hutus du Sud, quant à eux, étant laissés pour compte¹.

Nettoyage au sein des FAR

Le journal du groupe IPM met en lumière un mécanisme de nettoyage ethnique au sein de l'armée rwandaise. L'armée rwandaise est composée en majorité de Hutus, les Tutsis y sont minoritaires. Le 13 avril, dans son article intitulé « Les Rwandais, anti-belges ? » Robert Verdussen déclare : « *De même qu'il y a eu « nettoyage » au sein de la population, une opération semblable aurait eu lieu parmi les cadres militaires dont les officiers modérés auraient été éliminés* ». Outre un nettoyage « physique », les modérés placés à des postes à responsabilités (préfets, chefs d'Etat-major,...) sont évincés au profit de plus durs. Le préfet de Butare (au sud du Rwanda) était un Tutsi du parti libéral : il a été chassé de son poste au profit d'un militaire, connu pour être un nordiste acharné. Le remplacement à la tête de l'Etat-major de Marcel Gatsinzi, qui était présenté comme un modéré, par Augustin Bizimungu, a été interprété comme un durcissement par le FPR. Il s'agit d'un élément relaté à la fois dans le journal *Le Soir* et dans *La Libre Belgique*².

1 Après l'indépendance de 1962, un partage tacite du pouvoir avait été opéré : l'administration était ainsi revenue aux hutus de Gitarama (centre), qui était la région de Grégoire Kayibanda. L'armée fut quant à elle cédée aux Hutus nordistes. En 1973, après son putsch militaire, Habyarimana fit de la préfecture de Ruhengeri et Gisenyi, sa région natale, le centre de gravité du pays. Nous sommes donc passé d'un épiscentre «Gitaramiste » à un épiscentre nordiste.

2 In « Le sud du pays bientôt atteint par les massacres ? » Marie-France Cros, *La Libre Belgique*, 19 avril 1994

In « Les réfugiés sont bombardés dans le stade national à Kigali » AP, AFP, *Le Soir*, 20 avril 1994

La prise de position

La prise de position de la rédaction dans le dossier est le fruit d'une longue EVOLUTION. Au fil des jours, les journalistes ont avancé à tâtons et la position de la rédaction s'est peu à peu profilée. C'est la conclusion à laquelle j'aboutis après avoir étudié l'ensemble des éditoriaux publiés par le journal du groupe IPM du 7 au 30 avril 1994. Les prémisses sont difficiles : les journalistes se contredisent entre eux. Marc Opsomer décrit Habyarimana comme un dirigeant engagé dans un difficile exercice de négociations avec le Front Patriotique, une guérilla à majorité tutsie qui n'accepte toujours pas d'avoir été évincée du pouvoir en 1959. Robert Verdussen prendra le contre-pied de cette position lorsqu'il qualifiera le régime d'Habyarimana de frein à la démocratisation, refusant par tous les moyens d'intégrer le FPR au pouvoir. De ce fait, Verdussen écrit que le FPR n'avait plus que la solution des armes pour se faire entendre par ce régime qui faisait la sourde oreille.

L'étape déterminante dans le positionnement de la rédaction est le commentaire écrit par Jean-Paul Duchâteau le 13 avril 1994. Il qualifie les troubles de GENOCIDE : c'est la première fois que le mot fait son apparition depuis le 7 avril, discréditant par la même occasion le pouvoir en place à Kigali. D'autre part, le journaliste imagine trois scénarios distincts. Soit une victoire des FAR, et le pays court à sa perte totale, soit une victoire du FPR qui pourrait représenter l'aiguillon de la paix. Si ni les FAR ni le FPR ne remportent la victoire, ce sera alors à la communauté internationale de réagir. Le 22 avril, Marie-France Cros écrira le dernier commentaire sur le dossier. Elle continue à s'interroger sur l'issue du conflit, mais a définitivement banni la possibilité d'une intervention extérieure.

A travers cette évolution transparaît la relative fébrilité d'une rédaction qui avance pas à pas. Malgré tout, elle s'interroge énormément, développe des hypothèses, avance des arguments. On devine très bien le processus mental qui s'est effectué chez les journalistes de la rédaction. Ceux-ci ont progressé dans le dossier en fonction des événements. La rédaction se caractérise par un côté un peu attentiste, dans la mesure où elle ne prend pas les devants de l'actualité. Il ne s'agit pas ici d'une critique, mais plutôt d'un état de fait. Cette attitude est par exemple très différente de celle du *Soir* qui, comme nous l'avons montré dans le deuxième chapitre, affirme par l'intermédiaire de Colette Braeckman l'avenir du Rwanda.

La nature des troubles d'avril 1994, jusqu'au 30 avril

Si la rédaction se caractérise par un certain attentisme quant à l'évolution de la situation sur le terrain, elle est la première à mettre le doigt sur la nature génocidaire des troubles qui dévastent le pays des Mille Collines. Le 13 avril, Jean-Paul Duchâteau titre le seul commentaire qu'il écrira sur le dossier : « Arrêter le génocide ». L'article a de quoi en étonner plus d'un dans le monde de la presse belge. François Ryckmans couvrait le dossier à l'époque pour la RTBF Radio. Il n'avait pas connaissance de cet éditorial et son étonnement est considérable : « à l'époque, le 13 avril, aucun journaliste, sur le terrain, n'aurait pu dire qu'il y avait génocide. Nous n'avions pas assez d'éléments pour nous prononcer ».

Jean-Paul Duchâteau a donc devancé nombre de ses collègues. Malgré tout, il faudra attendre le 26 avril pour que le terme réapparaisse, comme si les journalistes estimaient que sa signification était trop lourde pour l'utiliser fréquemment.

Le 22 avril, Marie-France Cros parlera, elle, de crimes contre l'humanité. Quoi qu'il en soit, *La Libre* a mis le doigt sur les principaux chefs d'accusation qui seront cités à l'encontre des responsables des massacres au tribunal pénal international à La Haye (TPIR).

Le Soir et ses particularités

Le récit

Composition des FAR

La grande originalité du journal, et plus particulièrement de Colette Braeckman (qui déterminera, à elle seule la tendance idéologique du journal dans le dossier) est de ne pas condamner l'ensemble des militaires des FAR. Dans une armée régulière aux mains de la garde présidentielle, il existe une frange - qualifiée par C. Braeckman de « loyaliste » - qui lance des appels au calme et se dit prête à négocier avec le FPR. Si *La Libre Belgique* avait mis le doigt sur cette partie de l'armée qui n'avalisait pas les massacres, elle considérerait ceux-ci comme complices, dans la mesure où ils n'agissaient pas pour les stopper. Colette Braeckman ne partage pas ce point de vue, puisqu'elle considère cette partie de l'armée comme un interlocuteur potentiel dans la formation d'un gouvernement de transition, au même titre que le FPR et l'opposition hutue.

La prise de position

La position adoptée par le journal *Le Soir* dans le dossier se résume en la pensée de Colette Braeckman, dans la mesure où elle a écrit, à elle seule, tous les papiers d'analyses et éditoriaux traitant de la situation sur le terrain des Mille Collines. Une prise de position qu'elle a pu mettre à l'épreuve sur place puisqu'elle a été envoyée avec Alain Guillaume à Kigali par le journal. Les éditorialistes de *La Libre* ont dû se contenter d'analyser la situation à l'aide de dépêches et d'éléments que leur transmettait Philippe De Boeck, leur envoyé spécial. Les auteurs d'éditoriaux n'ont pas eu la possibilité d'avoir un contact direct avec le terrain. Cet aspect donne une légitimité supplémentaire à Colette Braeckman.

Si la position prise par *La Libre* est le résultat d'une évolution, celle de Colette Braeckman est établie dès les prémisses du conflit. L'assassinat d'Habyarimana a été fomenté par les Hutus radicaux, afin de mettre à exécution un plan d'extermination à grande échelle des Tutsis ainsi que de l'opposition hutue favorable aux accords d'Arusha. Dès le 14 avril, elle annonce la victoire du FPR sur le plan militaire, même si elle affirme qu'il ne parviendra pas à faire arrêter les massacres. Elle va alors opter pour une attitude radicalement opposée à celle de *La Libre Belgique*. Si *La Libre* se caractérise par un certain attentisme, Colette Braeckman agit de manière prédictive, lance des injonctions, telle une prévisionniste, une conseillère du prince : « le FPR va remporter une victoire militaire, voici les actes qu'il doit poser dans le futur pour un avenir stable ». Elle n'argumente pas ou peu, elle affirme sans illustrer ses dires. Quand Marie-France Cros envisage une possible victoire du FPR, elle développe des éléments concrets : « celui-ci a déjà affirmé qu'il ne comptait pas gouverner seul ». Colette Braeckman affirme : « Il est certain que même s'il l'emporte par les armes, le Front **devra** négocier : il **devra** composer avec des représentants de la majorité hutue, avec des éléments « loyalistes » de l'ancien régime », mais n'argumente pas. Cette différence de style entre *La Libre* et *Le Soir* a été explicitée de façon plus approfondie dans le chapitre deux.

La nature des troubles d'avril 1994

Contrairement au journal du groupe IPM, le journal *Le Soir* n'utilisera jamais le terme génocide à son propre compte. Chaque fois que le terme apparaîtra, ce sera dans la bouche d'un interlocuteur. La rédaction n'assume donc jamais son usage.

La notion de crimes contre l'humanité est par contre utilisée une fois par la rédaction dans l'éditorial de Pierre Lefèvre, le 15 avril, ce

qui est quand même très peu pour un total de 130 articles. On remarque donc que le journal *Le Soir* refuse de se mouiller sur la question.

Le Vif et ses particularités

Le récit

Politique comparée de la France et de la Belgique

Si les deux autres journaux traitent de la divergence de politique opposant ces deux pays au Rwanda, ils en font moins une obsession que *Le Vif*. Sur les 17 articles qui constituent le corpus de presse, deux traitent exclusivement de la politique française au Rwanda :

- « Le jeu de la France en cavalier seul » François Janne D’Othée, *Le Vif/L’Express*, 6 mai 1994
- « Rwanda : la France contestée » François Janne D’Othée, *Le Vif/L’Express*, 24 juin 1994

Outre le fait que *Le Vif* mette en évidence la politique radicalement différente des deux états voisins au pays des Mille Collines, il accuse la France de profiter des déconvenues de la Belgique, et ce, par l’intermédiaire de François Janne D’Othée

(...) Mais la stratégie française vise surtout à profiter des déconvenues – de la naïveté ? – de la Belgique dans ses anciens territoires africains, afin de lui ravir la première place. Sa tactique, comme au Zaïre, était de laisser la Belgique monter au créneau. « Et on verra bien ce que ça donnera » ajoutait à l’époque un diplomate français¹.

Autre extrait illustrant l’opportunisme du gouvernement français :

La Belgique ayant interrompu ses fournitures d’armes et de munitions, la France en a profité pour livrer aux forces armées rwandaises des mortiers, des pièces d’artillerie, des voitures blindées et des hélicoptères².

Le Vif, par l’intermédiaire de François Janne D’Othée, dresse un tableau peu enchanteur du gouvernement français. Il dénonce son arri-

1 Et⁷⁸ In « Le jeu de la France en cavalier seul » François Janne D’Othée, *Le Vif/L’Express*, 6 mai 1994

2 Ibid.

visme, sa seule volonté de faire de bonnes affaires en Afrique, au détriment de la démocratie. Autre élément à son encontre, la France a préféré évacuer des dignitaires du régime Habyarimana plutôt que d’emmener des ressortissants belges. Le magazine accuse même la France d’avoir une implication dans le génocide dans la mesure où l’état français a fait rapatrier des dignitaires du régime, dont certains étaient impliqués dans la préparation des massacres. Autre élément : ce sont les militaires français qui ont formé la garde présidentielle, notamment au maniement des machettes.

Non seulement, elle a soutenu le régime Habyarimana, malgré des rapports accablants sur ses violations des droits de l’homme, mais, depuis le déclenchement du génocide, Paris s’est toujours gardé d’accuser nommément ses anciens protégés. Lors des opérations de rapatriement, la France s’est souciee en priorité des dignitaires du régime, dont certains portent une responsabilité écrasante dans le génocide. Quant à Agathe Habyarimana, la veuve du président, elle jouit d’un exil doré en France. Or des témoins affirment que c’est elle qui a donné l’ordre d’assassiner les dix casques bleus belges¹.

Après avoir critiqué ouvertement la France, François Janne D’Othée va dénoncer son engagement dans le conflit avec la mise sur pied, le 22 juin 1994, de l’opération turquoise. Il s’agit d’une mission de l’ONU décidée par le Conseil de sécurité, placée sous commandement français et dont l’objectif officiel était de protéger les civils en danger au Rwanda et de préparer la venue du contingent de l’ONU. Voici la réaction du *Vif* à la nouvelle d’une telle mission.

La France n’en reste pas moins mal placée pour prendre la tête d’une intervention humanitaire au Rwanda. Non seulement elle a soutenu militairement le régime Habyarimana (...) mais, depuis le déclenchement du génocide, Paris s’est toujours gardé d’accuser ses anciens protégés.

Une telle réaction suit la logique qu’a adoptée *Le Vif/L’Express* en condamnant dès le début la politique française au Rwanda. Pourtant, au début du traitement médiatique du conflit, Olivier Rogeau va tenir

1 In « Rwanda : la France contestée » François Janne D’Othée, *Le Vif/L’Express*, 24 juin 1994

des propos en contradiction totale avec la logique qu'adoptera François Janne D'Othée. Le 15 avril, dans son article intitulé « Casques bleus belges : partir ? », il estime qu'une intervention française est nécessaire.

(...) Si les militaires français ne rééditent pas leur intervention de 1990 aux côtés de l'armée rwandaise, notre ancien protectorat se retrouvera, cette fois, vraiment seul face à ses démons.

Une semaine plus tard, Janne D'Othée attaque de façon très vive la politique française au Rwanda. Mauvaise communication au sein de la rédaction ou points de vue radicalement opposés ? Impossible d'affirmer quoi que ce soit. Une chose est sûre, des contradictions de la sorte jouent contre la crédibilité d'une rédaction.

L'Eglise catholique au milieu des massacres

Le Vif/L'Express met en évidence l'importance d'un autre acteur : l'Eglise catholique. Tout comme la France, elle a également été citée dans les deux premiers chapitres de mon étude. La particularité du *Vif* est d'en faire un acteur de premier plan au pays des mille Collines. L'Eglise catholique fait vraiment l'objet d'un traitement particulier dans le magazine d'information. Les journalistes entament une réelle discussion de fond sur une Eglise qui s'est très vite retrouvée au centre des massacres. D'une part parce que le clergé rwandais a constitué une cible majeure lors des tueries, d'autre part, parce que la « foi » des rwandais ne les a pas empêchés de tuer à leur tour.

Le Vif en arrive à la conclusion que, au Rwanda, le christianisme est davantage une réalité sociologique qu'une véritable conviction. Un prêtre français parle même de « religion artificielle ».

L'Eglise catholique est d'autant plus ébranlée qu'elle a joué un rôle important dans l'histoire du pays.

Après s'être appuyée, durant la période coloniale, sur l'élite tutsie, l'Eglise avait encouragé la majorité hutue à s'émanciper par esprit, disait-elle, de justice sociale. Le premier président rwandais, Grégoire Kayibanda, fondateur du parti du Mouvement de l'émancipation hutue, était lié au Mouvement ouvrier chrétien et fut même rédacteur en chef de la revue des pères blancs. Les chrétiens progressistes avaient pris fait et cause pour les Hutus, et voyaient dans ce combat un juste prolongement du mouvement en faveur de la décolonisation. Néanmoins, quand les lendemains

de l'indépendance (en 1962) poussèrent des milliers de tutsis à l'exode, l'Eglise fut moins empressée de réclamer la « justice sociale » en leur faveur. Aujourd'hui encore, des expatriés belges, missionnaires ou non, justifient l'extrémisme hutu par la peur d'une nouvelle domination tutsie, et ne voient dans le FPR, qu'un dangereux mouvement terroriste¹.

La prise de position

Le Vif/L'Express, comme les deux autres journaux étudiés, montre du doigt les responsables des troubles qui ont suivi l'assassinat d'Habyarimana le 6 avril 1994, et ce, dès le début de la couverture médiatique du dossier. Il s'agit de l'akazu, un petit nombre d'extrémistes hutus qui ne voulaient pas d'un partage du pouvoir avec le FPR.

Autre point de concorde, le magazine met le FPR au centre des préoccupations politiques dans la mesure où celui-ci va s'imposer sur le terrain militaire. Pourtant, le 29 avril, au début du traitement du dossier, François Janne D'Othée déclarait : « *Ce ne sera pas à nous de trouver des solutions, mais bien à ces Rwandais modérés, bien décidés à prendre leurs responsabilités dans un esprit de concorde*² ».

Au vu de l'évolution de la situation sur le terrain, la rédaction s'est ravisée en mettant le FPR au premier plan. « *Le Front Patriotique invoque l'esprit de l'accord d'Arusha (Tanzanie), censé orchestrer un partage du pouvoir, et signé le 4 août 1993. Partager, soit. Reste à trouver avec qui*³ ».

A travers cette citation, nous pouvons déceler un certain dépit de la part de l'auteur, dans la mesure où les Rwandais modérés, présentés comme les éléments centraux pour l'avenir du pays, ont été pour la plupart décimés. Il s'agissait, à l'époque, d'un point de vue totalement décalé par rapport à celui de la presse journalière de référence qui a rapidement mis le Front Patriotique au centre du dossier, comme le point autour duquel les perspectives d'avenir du pays allaient graviter.

Concernant le FPR, le *Vif* est l'organe de presse qui se mouille le moins à son sujet. Si, militairement, la rédaction dresse le tableau d'une guérilla bien organisée et dirigée par des officiers compétents, politiquement, nous sommes dans le flou le plus total. Le magazine constate : le FPR est en train de remporter la guerre qui l'oppose au gouvernement

1 In « Dieu était à leurs côtés » François Janne D'Othée, *Le Vif/L'Express*, 29 avril 1994

2 Ibid.

3 In « Rwanda : la mort crie victoire » Vincent Hugueux, *Le Vif/L'Express*, 3 juin 1994

en place à Kigali ; en juin, il contrôle plus de la moitié du pays. *Le Vif* parle très peu des perspectives d'avenir au pays des Mille Collines. Ce n'est que le 3 juin que la rédaction écrit que le Front Patriotique devra partager le pouvoir, alors que *La Libre* et *Le Soir* ont déjà épilogué sur le sujet dans les premières semaines du conflit. Si *La libre* se caractérise par un certain attentisme et que *Le Soir* est davantage prévisionniste, *Le Vif* a pour marque de fabrique un suivisme exacerbé, dans la mesure où les journalistes illustrent l'actualité sans prendre de position marquée, comme ont pu le faire les journalistes de la presse quotidienne de référence. Il est vrai que la rédaction a désigné les responsables des massacres mais, au-delà de cela, la réflexion politique sur l'avenir du pays est quasi inexistante si on ne tient pas compte de l'article publié le 2 juin, dans lequel *Le Vif* évoque le fait que le FPR devra partager le pouvoir.

A la lecture de l'ensemble des articles publiés dans ses éditions, on remarque que le combat du *Vif/L'Express* ne se situe pas dans ce type de réflexion, mais concerne davantage les responsabilités directes et indirectes des acteurs du conflit dans le déclenchement des massacres. Son cheval de bataille est la perpétuelle accusation de la France : *Le Vif* fustige son soutien inconditionnel à un régime qu'il estime coupable de génocide.

La nature des troubles d'avril, mai et juin 1994

Dans le magazine, le terme « Génocide » ne sera assumé par la rédaction que le 13 mai. François Janne D'Othée assume alors totalement la teneur des propos qu'il tient. Toujours est-il que la prise de risque est nulle : à la mi-mai, tous les journaux belges utilisent ce terme lorsqu'un article paraît sur le sujet. Il s'agit ici d'un indice supplémentaire qui illustre ce manque d'assurance de la rédaction par rapport à un sujet qu'elle ne maîtrise visiblement pas entièrement.

Manichéisme ou bipolarité des organes de presse

Afin de rendre les choses plus concrètes, voici un schéma illustrant la tendance générale de chaque journal dans le conflit rwandais. Ce schéma comporte deux axes x et y. L'axe horizontal oppose un traitement bipolaire à un traitement manichéen du conflit. Un traitement bipolaire et une analyse dans laquelle on oppose deux camps. Malgré tout, on envisage la situation sans prise de parti. La notion de bipolarité est une notion dynamique dans la mesure où une synthèse est possible

entre les deux termes. Par exemple, dans le récit de Colette Braeckman, la partie loyaliste de l'armée peut s'entendre avec le FPR. Dans le récit de Marie-France Cros, l'opposition hutue peut s'entendre avec le FPR. A ce type de traitement, s'oppose le manichéisme, fondé sur une opposition de nature différente : celle du bien et du mal. Un traitement manichéen signifierait donc que le journal a pris position, dans la mesure où il a distingué le bon du mauvais dans un conflit. L'axe vertical traduit l'opposition entre une hétérogénéité hétérogénéisée et une hétérogénéité homogénéisée. Sans explications, cette opposition peut paraître très obscure. Tout d'abord, il est important de noter que *La Libre* et *Le Soir* ont présenté les FAR (armée gouvernementale) comme divisées entre ceux qui prennent part aux massacres et ceux qui les condamnent. L'armée est donc hétérogène. Toutefois, les rédactions ne considèrent pas cette hétérogénéité de la même façon. Dans *La Libre Belgique*, on considère que même si certains n'avalisent pas les massacres, ils ne cherchent pas pour autant à les arrêter. Ils sont donc complices au même titre que les tueurs. Nous dirons donc que *La Libre* adopte une position d'hétérogénéité homogénéisée. *Le Soir* adopte pour sa part un comportement radicalement différent, dans la mesure où les officiers dits « loyalistes », qui n'avalisent pas les massacres, sont considérés comme des partenaires à part entière dans les négociations en vue de la formation d'un nouveau gouvernement. Nous parlerons ici d'hétérogénéité hétérogénéisée. *Le Vif* ne fera pas cette distinction dans les articles qu'il publiera sur le sujet. Nous le placerons donc au milieu de l'axe vertical pour indiquer sa « neutralité » sur la question.

La Libre Belgique est le journal qui se situe le plus loin dans l'axe du manichéisme. Une position qui s'explique par le fait que la rédaction montre du doigt le camp du « mal » : il s'agit des extrémistes hutus, ainsi que des FAR, de la garde présidentielle et du gouvernement intérimaire. Mais si *La Libre* est placée en première ligne sur l'axe horizontal, c'est surtout parce que les journalistes formulent beaucoup d'espoirs quant à la résolution du conflit par le FPR. Si on se reporte au paragraphe qui étudie les analyses des journalistes, on constate par exemple que les signes positifs dépassent les aspects négatifs formulés à l'égard du FPR.

Colette Braeckman, la journaliste principale du *Soir*, traite du conflit de façon différente. Dès le début, elle condamne le camp des extrémistes hutus, responsables des atrocités commises depuis le 6 avril 1994. Le camp du mal est alors désigné. Ce n'est pas pour autant que le FPR va représenter le camp du bien, loin s'en faut. Dès le 14 avril,

elle intitule son papier « Que fera le FPR de sa victoire ? », papier dans lequel elle annonce que le Front Patriotique sera vainqueur de ce conflit armé. Sans réellement affirmer son soutien au FPR, Colette Braeckman énonce quelques éléments qui jouent en sa faveur : « *En acceptant les très longues négociations d'Arusha, le FPR a privilégié la solution politique* ». Par cette phrase, la journaliste souligne que le FPR a choisi la solution la plus coûteuse pour lui, mais aussi la plus raisonnable. Toutefois, le soutien implicite qu'elle accorde au FPR est moins important que celui que lui accorde le journal du groupe IPM.

Des trois rédactions, celle du *Vif* est la plus bipolaire, dans la mesure où, même si elle fustige le camp des extrémistes hutus, elle ne prend pas pour autant parti pour le FPR. Le fait que, lorsque les dires des différents acteurs du conflit sont relayés, les propos de chacune des parties soient immédiatement suivis de ceux de la partie adverse est un bon indice de cette tendance à la bipolarité. L'attitude du *Vif* envers le Front Patriotique est très obscure. Les journalistes s'aventurent peu sur ce terrain difficile, peut-être parce qu'ils ont appris que la guérilla à majorité tutsie commettait des massacres également. La tendance en faveur du FPR est donc très diffuse.

Le héros

La question de l'identité du héros dans le récit des événements d'avril 1994 au Rwanda est un élément crucial de mon mémoire. Tout d'abord, parce que sa désignation par une rédaction correspond à une prise de position dans le dossier. D'autre part, parce que ce personnage conditionne l'ensemble du récit. Dans chaque quotidien, le héros est identique : il s'agit du FPR. Malgré tout, les trois rédactions lui donnent un statut particulier.

La Libre Belgique désigne le FPR comme héros potentiel, dans la mesure où le journal s'interroge très longtemps sur l'avenir du pays. D'un autre côté, les journalistes ont de bons espoirs que le Front Patriotique rétablisse l'ordre, si celui-ci parvenait à s'imposer sur le terrain militaire.

Dès le 14 avril, Colette Braeckman, journaliste au *Soir*, désigne le FPR comme étant le héros manifeste de l'histoire. En effet, elle considère que la victoire militaire du FPR n'est qu'une question de temps, et non de moyens (le Front Patriotique a-t-il les moyens de s'imposer ?), comme pour *La Libre Belgique*.

Le Vif a du mal à se prononcer sur la question du héros. Au début du conflit, le magazine désignait les Hutus modérés comme la plaque tournante de la reconstruction future du Rwanda. Par la suite, la rédaction a dû se rendre à l'évidence : l'opposition hutue est considérablement décimée et le FPR va remporter une victoire militaire. La guérilla est alors désignée héros par dépit. En effet, si extérieurement, le FPR adhère parfaitement à ce rôle, il semble commettre des tueries à son tour.

Hormis le journal *Le Soir*, qui manifeste une grande assurance dans le récit, les médias hésitent beaucoup sur le dossier. L'évolution permanente et le côté plus attentiste de *La Libre* et du *Vif* sont deux signes qui ne trompent pas : ceux-ci tâtonnent.

Le journaliste face à un drame humain et politique

Lorsque l'on se penche sur un récit relayé par les médias, la question de l'idéologie des médias ne peut être balayée d'un revers de la main. Chaque journal est une entité idéologique à part entière dans la mesure où il exprime et défend ses idées, et tente de faire passer un message à son lecteur. Que se soit *La Libre Belgique*, *Le Soir* ou *Le Vif/L'Express*, tous ont une identité idéologique propre.

La question est de savoir si cette identité est toujours fortement encrée lorsqu'une rédaction est confrontée à des événements cataclysmiques tels que ceux qui se sont produits dès le 6 avril 1994 au Rwanda. Le journaliste réagit-il par rapport à une idéologie ou simplement comme un homme seul, avec ses propres convictions, face à des faits tragiques ?

L'idéologie d'un journal est en relation de dépendance directe avec le facteur humain. Ce dernier est un élément central à prendre en compte, dans la mesure où il se trouve à la base de la production éditoriale d'un journal. La manière dont une rédaction traite d'une crise dépend des moyens qu'elle met en place. Entre *La Libre*, *Le Soir* et *Le Vif/L'Express*, c'est le journal du groupe IPM qui disposait du plus grand nombre de journalistes attachés au dossier. Ils étaient 7 à avoir écrit plus de dix articles au cours du mois d'avril 1994. Le journal peut même se permettre le luxe de confier à deux journalistes spécialisés dans l'Afrique centrale (Marie-France Cros et Gérard Papy) la couverture factuelle des événements. Néanmoins, Philippe De Boeck, l'envoyé spécial du journal, n'est apparemment pas un spécialiste du Rwanda dans la mesure où il n'a écrit aucun papier d'analyse lorsqu'il était sur place.

Le point de vue de la rédaction a été assuré par les journalistes restés au pays. Sans confrontation avec le terrain, il est difficile de rédiger des analyses exhaustives. Le journal *Le Soir* quant à lui, doit se contenter de publier les dépêches d'agence de presse telles quelles. Néanmoins, même si le journal dispose de moyens plus réduits (4 journalistes ont écrit plus de dix articles, soit près de deux fois moins que LLB), celui-ci a la chance d'avoir envoyé deux journalistes sur le terrain des Mille Collines, dont leur spécialiste maison de l'Afrique centrale : Colette Braeckman. Le choix du *Soir* est judicieux : il permet de combler la lacune du nombre par une subtile division des tâches, en fonction des compétences de chacun. *Le Vif* dispose quant à lui d'une équipe réduite de deux journalistes qui suivent le dossier de près : François Janne D'Othée et Olivier Rogeau ne sont pas des spécialistes du pays des Mille Collines et leur jeunesse trahira certaines erreurs commises sur le dossier. On se souvient des propos d'Olivier Rogeau qui traduisent une certaine naïveté et une grande maladresse dans le dossier : « Si les militaires français ne rééditent pas leur intervention de 1990 aux côtés de l'armée rwandaise, notre ancien protectorat se retrouvera, cette fois, vraiment seul face à ses démons ».

Un journaliste part en reportage à l'étranger avec ses idées, ses craintes, ses appréhensions, et non avec une idéologie sur le dos. Affirmer le contraire serait faire preuve de mauvaise foi. Sur le terrain, pas question d'idéologie, mais plutôt d'observation, d'attention, de sensibilité propre à chacun. Dans des événements de cette ampleur, ce n'est pas l'idéologie qui fait le journaliste, mais bien le journaliste qui construit l'idéologie.

Médias : complémentarité et concurrence

Tout au long du traitement des trois organes de presse - *La Libre Belgique*, *Le Soir* et *Le Vif/L'Express* - j'ai pu rencontrer un certain nombre d'éléments qui pouvaient me faire penser à un phénomène d'observation mutuelle des médias, et plus particulièrement de la presse quotidienne. C'est moins le cas pour un magazine comme *Le Vif/L'Express* qui fonctionne semaine par semaine et n'a pas de réelle concurrence dans le monde des magazines périodiques de traitement de l'information. Je soutiens que les médias s'observent dans la mesure où ils se font concurrence. Le mécanisme n'est pas forcément néfaste en matière de traitement de l'information, puisqu'en se faisant concu-

rence, ceux-ci se rendent complémentaires : chacun va, par cette course à l'originalité, contribuer à la diversité des approches sur le sujet.

Afin d'étayer cette affirmation, voici quelques exemples concrets retrouvés dans le corpus de presse et qui ont éveillé mon attention.

Le week-end du 16 et 17 août 1994, *La Libre Belgique* publie une interview de Denis Polisi, deuxième vice-président du FPR, réalisé par Christophe Lamfalussy. *La Libre* accorde donc un large espace à l'une des deux parties en conflit. Or, dans son édition du week-end, *Le Soir* publiera une interview-rencontre avec un officier des FAR, réalisé par Alain Guillaume lors de son voyage au pays des Mille Collines. Tandis que le journal du groupe IPM donne la parole au FPR, le journal du groupe Rossel la donne à l'autre protagoniste du conflit. La coïncidence est troublante... Hasard ou espionnage mutuel ? La première solution me semble la plus plausible. Tout d'abord parce que les rédactions ne se concertent pas entre elles. Ensuite, ces deux papiers sont publiés dans le journal du week-end. L'édition du week-end a ceci de particulier qu'elle publie souvent des papiers qui sortent du cadre factuel. Il est tout à fait possible que les deux journaux aient décidé de marquer le coup en même temps. Toutefois, il s'agit d'un formidable exemple de complémentarité entre ces deux quotidiens.

Le 13 avril, *La Libre Belgique* publie un commentaire de Jean-Paul Duchâteau intitulé : « Arrêter le génocide ». C'est la première fois que le terme GENOCIDE apparaît dans la presse à l'époque. La prise de risque est importante mais *La Libre* a visé juste : le commentaire de Duchâteau est d'un avant-gardisme étonnant. D'autant plus qu'à la différence du *Soir*, *La Libre* n'a pas de spécialiste sur le terrain. Encore une fois, le phénomène se répète : le même jour, le terme apparaît dans le journal *Le Soir* mais cette fois, dans la bouche d'un interlocuteur sur le terrain au Rwanda. *Le Soir* prendra d'ailleurs beaucoup moins de risques que la rédaction de *La Libre Belgique* dans la manière dont celui-ci qualifiera la nature des tueries. Le phénomène est étonnant, quand on sait que le journal *Le Soir* a envoyé sa spécialiste de l'Afrique centrale sur le terrain.

Si on ne peut affirmer qu'il y ait mimétisme, on peut constater que les médias s'observent entre eux. Reprenons l'exemple du papier de Jean-Paul Duchâteau ou celui-ci met en lumière la nature génocidaire des troubles au Rwanda. Il s'agit d'un des articles les plus marquants – si pas le plus – du point de vue idéologique. *La Libre Belgique* a frappé fort, *Le Soir* doit réagir. Le lendemain, le journal du groupe Rossel publie une analyse de Colette Braeckman qui titre son papier « Que fera

le FPR de sa victoire ? ». L'affirmation est forte de significations dans la mesure où elle affirme que le FPR va prendre le pouvoir, et cela, au début des hostilités. Ceci annonce le côté prédictif qui caractérisera *Le Soir* durant tout le traitement du dossier. Colette Braeckman agira à la manière d'une « conseillère du prince », dans la mesure où elle avisera le FPR des démarches qu'il devra entreprendre pour assurer un avenir stable au Rwanda.

Si la concurrence présente souvent des effets pervers, elle a également des aspects positifs. Elle oblige les rédactions à faire preuve d'inventivité et de créativité. Par cette course à l'originalité, les rédactions contribuent sans le vouloir à leur complémentarité